

**EXTRAIT DU PROCES - VERBAL DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil dix, le **huit juillet à vingt heures trente**, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, maire de la commune.

Etaient présents :

DATE DE CONVOCATION ----- 2 juillet 2010		M. CHESNAIS-GIRARD Loïg M. BÉGUÉ Guillaume Mme BOURCIER Véronique Mme BOUVET Françoise M. CLÉRY Alain
DATE D’AFFICHAGE 15 juillet 2010		M. DESBORDES Pierre-Jean M. DÉBAINS Jean-Michel Mme FRANCANNET Chantal M. GENOUEL Jean M. GRÉGOIRE Jean-Yves Mme GUEGUEN Danièle M. LAFERTE Louis M. LIZÉ Michel Mme MOISAN Joëlle M. MORVAN Jean Mme OULED-SGHAÏER Anne-Laure Mme RABARDEL Pascale Melle RUCKERT Elsa M. SAINTILAN Denis Mme THESSIER Maryvonne
NOMBRE DE CONSEILLERS		
EN EXERCICE	29	
PRESENTS	20	
ABSENTS	4	
POUVOIRS	5	
VOTANTS	25	

Pouvoirs :

Mme CLÉMENT Françoise qui a donné son pouvoir à V. BOURCIER
M. DÉSILES Lucas qui a donné son pouvoir à M. THESSIER
Mme FINET Catherine qui a donné pouvoir à M. LIZE
Mme RANSONNETTE Marie-Pierre qui a donné son pouvoir à D. GUEGUEN
M. SALAÛN Ronan qui a donné son pouvoir à M. le Maire

Absents :

M. BERTIN Laurent
Mme BONHEURE Marie-Christine
Mme FRESSIER PEREIRA Sandra
M. JOUSSEAUME Jean

M. DÉBAINS Jean-Michel a été désigné secrétaire de séance.

N°10.153

**APPROBATION DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 4 JUIN 2010**

Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux présents lors de la réunion du 4 juin dernier à se prononcer sur la rédaction des délibérations.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** la rédaction des délibérations du 4 juin 2010.

**APPROBATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 JUIN 2010**

Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux présents lors de la réunion du 29 juin dernier à se prononcer sur la rédaction de la délibération.

Suite à une remarque de Monsieur Débains, le nom du secrétaire de séance doit être modifié : c'est Mlle Ruckert qui a été désignée secrétaire de séance et non Monsieur Désiles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la rédaction de la délibération du 29 juin 2010, sous réserve de l'observation relative au secrétaire de séance.

**ZAC LA QUINTE-LA BRETONNIERE
PREMIER BILAN DE LA CONCERTATION
VALIDATION DES ORIENTATIONS PRINCIPALES**

Monsieur Bégué, adjoint à l'urbanisme, expose le rapport suivant :

« Le présent rapport a pour but de tirer un premier bilan de la concertation au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme et de valider les orientations principales de ce projet de ZAC.

Cette validation permettra de transmettre un projet de dossier de création de Z.A.C. aux services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.), laquelle émettra un avis sur le projet et son étude d'impact.

Rappel des précédentes délibérations :

Par délibérations en dates des 19 février 2008 (n°08.009) et 22 octobre 2009 (n°09-253), le conseil municipal a institué un périmètre d'études en vue de la création d'une Z.A.C. secteurs de La Quinte-La Bretonnière, défini les modalités de la concertation et a élargi ce périmètre en incluant la rue de La Bretonnière.

Par délibération n°10.075 en date du 26 mars 2010 le conseil municipal a mis en place la procédure de « prise en considération » prévue à l'article L.111-10 du code de l'urbanisme.

Concertation au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme :

Les modalités de cette concertation ont été définies dans la délibération du 19 février 2008 et sont les suivantes :

-Mise à disposition en mairie d'un dossier de consultation avec un registre sur lequel peut être portée toute observation et complété au fur et à mesure de l'état d'avancement des études.

Ce dossier de consultation est mis à disposition du public depuis le 26 mars 2008. Y sont joints toutes les délibérations prises et les documents annexes, les comptes rendus de réunion avec les riverains et/ou propriétaires, ainsi que les panneaux d'exposition et supports visuels de réunion le cas échéant.

A ce jour, une seule remarque a été consignée par les propriétaires de la parcelle cadastrée AM 647 (correspondant à un fond de jardin) incluse dans le périmètre, et dont la requête est de voir retirer leur parcelle dudit périmètre.

-Réunions publiques :

Une première réunion publique d'information s'est tenue le 25 juin 2009. Les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de ZAC et les riverains du projet ont été invités par courrier. Les liffréens ont été informés via le bulletin d'information municipal et par annonce passée en informations locales dans le quotidien Ouest France.

Deux panneaux d'information ont été mis à disposition du public à l'accueil de la Mairie jusqu'à la mi-décembre.

L'objectif était d'informer le public sur la démarche, les objectifs, le calendrier prévisionnel, le déroulement de la procédure de Z.A.C.

Une cinquantaine de personnes étaient présentes. Les questions ont porté sur les acquisitions foncières, sur le schéma d'aménagement, le calendrier prévisionnel. Une personne nous a interpellé sur l'incohérence selon elle du projet qui vise à installer des habitations à proximité de l'A 84. Enfin, certaines personnes sont intervenues sur l'aménagement médiocre de la rue de la Bretonnière et son devenir.

S'agissant des acquisitions foncières et au jour de la rédaction du présent rapport, aucune démarche d'acquisition n'a encore été entreprise. Nous avons rencontré quelques propriétaires mais à leur demande, lesquels s'interrogent sur le devenir de leur propriété. Mais aucune demande d'acquisition par la commune n'a encore été formulée.

S'agissant du schéma d'aménagement, à la date de cette réunion aucun schéma ne pouvait être présenté car les études venaient d'être engagées.

Quant à la rue de La Bretonnière et suite aux remarques de certains de ces habitants, nous nous sommes interrogés sur la pertinence d'inclure cette rue dans le périmètre d'études.

Après études, il s'est avéré qu'il ne paraissait pas illogique d'intégrer cette voie et ses abords dans la réflexion globale menée dans le cadre de la ZAC parce que ces deux secteurs sont immédiatement contigus. Toutefois, il ne s'agit en aucun cas d'envisager une opération d'acquisition globale visant à détruire immédiatement l'existant.

Il s'agirait d'une opération de renouvellement urbain se conduisant au gré de mutations volontaires.

Aussi, une seconde réunion publique à laquelle ont été particulièrement invités les habitants de la rue de La Bretonnière s'est tenue le 20 octobre 2009. Une vingtaine de personnes étaient présentes. Nous avons présenté le projet d'extension du périmètre à leur rue et notamment l'enjeu de raccrocher le futur quartier à la ville existante et que les riverain de cette opération s'approprient naturellement ce nouveau quartier.

Les quelques questions des riverains présents ont essentiellement porté sur la présence du Super U, la nécessité de conserver une surface commerciale à cet endroit, son développement futur (considérant que des maisons ont déjà été acquises par l'enseigne pour faire du stationnement). A été également évoquée la dangerosité de la sortie du centre commercial sur la rue de la Bretonnière.

A cela il a été répondu qu'il n'était pas question d'envisager sa délocalisation à l'extérieur de la ville, que c'était une chance d'avoir un centre commercial en centre-ville, accessible à pied pour beaucoup. L'idée d'intégrer la rue et les abords de la rue de La Bretonnière dans le périmètre d'études de ZAC permettra d'anticiper et de réguler les évolutions de ce secteur au gré des opportunités qui pourront se présenter, plutôt que de les subir.

La représentante de l'enseigne a précisé que l'extension du magasin n'était pas programmée.

Une habitante a exprimé sa crainte quant au choix du positionnement des futurs collectifs dans la ZAC par rapport à sa propriété.

Il a été précisé que ce ne seront pas des immeubles de grande hauteur, tout au plus des collectifs de deux-trois étages avec ou sans combles / attiques et que des reculs suffisants seront pris.

Une troisième réunion publique s'est tenue le 26 avril 2010. Les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de ZAC et les riverains du projet ont été invités par courrier. Les Liffréens ont été informés via le bulletin d'information municipal et par annonce passée en informations locales dans le quotidien Ouest France. Une soixantaine de personnes étaient présentes à la réunion.

Ont été présentées les grandes orientations : périmètre d'études, diagnostics, scénario retenu, projet d'aménagement, démarche de renouvellement urbain pour la rue de la Bretonnière.

Les préoccupations premières portent sur le rue de la Bretonnière, les accès piétons jusqu'aux axes principaux, l'accès à la ZAC depuis l'échangeur et les flux des véhicules poids lourds.

Il est précisé au conseil municipal qu'il s'agit d'un bilan intermédiaire de la concertation préalable. Le bilan définitif aura lieu au moment de la création de la ZAC. Une dernière réunion de concertation se tiendra avant l'arrêt du dossier de création.

PROJET DE ZAC : SYNTHESE DU DOSSIER DE CREATION

Les orientations générales d'aménagement de ce projet de ZAC tiennent compte à la fois des différents diagnostics qui ont été réalisés et des remarques émises par le public.

Les grandes lignes du document vous sont reprises ci-après.

Le périmètre porte sur une surface de 19 hectares et comprend :

- un secteur urbanisable (17,8 ha): terrains classés en zone 1 AU du PLU

- un secteur construit : l'ensemble des logements situés de part et d'autre de la Bretonnière. Cet espace urbanisé fera l'objet d'une opération de renouvellement urbain progressive au gré des mutations de sorte que l'occupation du sol soit renouvelée par une typologie de logements et une organisation générale adaptée au contexte.

A la préoccupation de voir des maisons immédiatement en bordure de l'A 84, la proposition est d'aménager le long du merlon de l'autoroute une zone dédiée à de l'activité compatible avec du secteur résidentiel. Cette zone d'activité serait aménagée au fur et à mesure des opportunités qui se présenteront. **Ainsi, cette zone sera à la fois dédiée à de l'habitat et à de l'activité. La rue de la Bretonnière est un secteur de renouvellement urbain.**

S'agissant du programme prévisionnel sur la partie résidentielle et au vu des préconisations du SCoT du Pays de Rennes et du Programme Local de l'Habitat la répartition serait la suivante :

- Habitat collectif ou intermédiaire : environ 38% du programme envisagé occupant 6% de la surface
- Habitat individuel groupé : environ 31% du programme envisagé pour 35% de la surface
- Habitat individuel : environ 31% du programme sur 59% de la surface
- Pour le logement locatif social, la proportion sera de 20 % à répartir dans les catégories de logement précitées.

S'agissant de la voie structurante de cette future ZAC. Elle a notamment pour objet de délimiter les secteurs activités et habitat. Elle s'appuiera sur les haies existantes et fera l'objet d'un traitement végétal. Elle aura un gabarit de boulevard urbain rythmé de manière à ralentir la circulation. Le débouché de cette voie sur la rue de la Bretonnière n'est pas arrêté.

S'agissant de l'aménagement du futur quartier résidentiel : Outre le fait que l'aménagement s'appuiera au mieux sur l'environnement existant, il prendra en compte la gestion des eaux pluviales avec la création de bassins secs. Les arrières de la rue de Rennes seront traités en espaces publics pour créer des espaces tampons. Dans les secteurs où la programmation de logement sera plus dense (collectifs), les espaces publics seront plus généreux.

La commission urbanisme réunie le 5 juillet 2010 a émis un avis favorable sur les orientations générales

Il est demandé au conseil municipal :

- de prendre acte du bilan intermédiaire de la concertation préalable établie au titre de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.
- de valider les orientations générales du projet de ZAC ci-dessus présentées et reprises de manière plus complète dans le document joint en annexe au présent rapport.
- autoriser Monsieur le maire à solliciter la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L) pour avis préalable sur le projet et son étude d'impact avant approbation du dossier de création ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** les propositions du rapporteur.

N°10.156

**CHEMIN DE LA MALÉCOTAIS - INFORMATION SUR LE JUGEMENT RENDU
PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES LE 25 MAI 2010**

Monsieur Bégué, adjoint à l'urbanisme, expose au Conseil Municipal que M. Jamet et Mme David, demeurant au hameau de La Malécotais, sont propriétaires d'une parcelle cadastrée section D n°64 située au nord de ce hameau et desservie par un chemin. A défaut de pouvoir accéder par ce chemin, ces derniers bénéficiaient d'un droit de passage sur la parcelle C n°66. Cette parcelle a été vendue et ils n'ont pas souhaité demander aux nouveaux propriétaires d'user de leur droit de passage.

Ils ont donc demandé par courrier en date du 22 septembre 2006 à la commune de rendre praticable l'accès au chemin en question, considérant qu'il était communal. Devant l'incertitude sur la propriété de ce chemin, il n'a pas été répondu aux intéressés. En l'absence de réponse de la commune, ceux-ci ont demandé au tribunal administratif de Rennes de statuer sur ce litige.

Devant le juge, la commune a fait valoir qu'il s'agissait en fait d'un chemin d'exploitation au sens de l'article L 162-1 du code rural. Le tribunal administratif a retenu notre argumentation sur ce point et a débouté les requérants de leur demande.

La commission urbanisme réunie le 5 juillet a pris acte de ce jugement en faveur de la commune.

Monsieur Bégué invite les conseillers municipaux à donner acte de la communication dudit jugement et à décider de ne pas se pourvoir en appel.

Monsieur le Maire sollicite la décision de l'assemblée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

RECOUVREMENT DES PARTICIPATIONS D'URBANISME

Monsieur Bégué, adjoint à l'urbanisme, rappelle que le droit français prévoit un dispositif de répartition et de prise en charge, par les constructeurs, lotisseurs et aménageurs, de tout ou partie du coût des équipements publics rendus nécessaires par l'urbanisation.

On distingue les taxes d'urbanisme (telles que la taxe locale d'équipement, la taxe départementale sur les espaces naturels et sensibles.....) des participations d'urbanisme.

En ce qui concerne la ville de Liffré, les participations applicables sont les suivantes : participation pour raccordement à l'égout, participation pour non-réalisation d'aires de stationnement, redevance au titre de l'archéologie préventive.

S'agissant de la participation pour raccordement à l'égout et la participation pour non- réalisation d'aires de stationnement, ces dernières sont actuellement exigées à la date de délivrance du permis de construire. Or, cette date d'exigibilité pose problème. En effet, il est fréquent, notamment pour les opérations importantes de type immeubles collectifs, que le pétitionnaire ne deviennent propriétaire du terrain qu'une fois le permis purgé de tout recours (2 mois) et retrait administratif (3 mois), que les travaux ne soient pas financés et ne commencent que s'il y a au moins 50% de l'opération qui soit commercialisée.

De plus, et de même pour les maisons individuelles, il arrive que les travaux ne soient pas entrepris immédiatement.

Ainsi, une fois le titre de recette émis, la trésorerie procède au recouvrement. Les pétitionnaires comprennent souvent mal qu'on leur exige une participation alors que les travaux ne sont pas encore engagés et qu'ils ne bénéficient pas encore du service proprement dit.

Sur proposition de la commission urbanisme réunie le 5 juillet 2010, il est proposé au conseil municipal d'émettre les titres de recettes relatifs à la participation pour raccordement à l'égout et la participation pour non- réalisation d'aires de stationnement lors du dépôt, par le pétitionnaire, de la déclaration d'ouverture de chantier.

Monsieur le Maire précise qu'une attention devra être accordée par le service urbanisme aux pétitionnaires qui oublieraient d'effectuer le dépôt de ce document.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

**RECOUVREMENT DES PARTICIPATIONS D'URBANISME
ANNULATIONS DE TITRES DE RECETTES ET REPORT DU RECOUVREMENT**

Monsieur Bégué, adjoint à l'urbanisme, donne lecture du rapport suivant :

« Nous avons précédemment demandé au conseil municipal de décider que les participations d'urbanisme soient facturées au moment du dépôt par le pétitionnaire de la déclaration d'ouverture de chantier.

Nous avons exposé que la date d'exigibilité fixée à la date de délivrance du permis de construire posait des problèmes notamment pour les opérations les plus importantes (immeubles collectifs).

Nous avons actuellement deux cas pour lesquels les taxes d'urbanismes ont été émises à la délivrance du permis de construire. Les montants à recouvrer sont importants et les travaux ne commenceront probablement pas avant la fin d'année voire l'année prochaine. Il s'agit des permis de construire :

- N° 035 152 10 U 0011 (24 logements), impasse Robert Surcouf : Participation pour raccordement à l'égout de 36 000 € (titre de recette n°5 bordereau 3 de l'exercice 2010 du budget assainissement).
- N° 035 152 10 U 0008 (11 logements), 1 allée Guillaume Apollinaire : Participation pour raccordement à l'égout de 15 000 € (titre 6 bordereau 3 exercice 2010 du budget d'assainissement), Participation pour non-réalisation d'aires de stationnement de 27 625.20 € (titre 217 bordereau 46 exercice 2010 du budget de la ville) soit un montant total de 42 625,20 €.

La trésorerie, une fois les titres de recettes émis, doit respecter des règles de recouvrement. Si le receveur peut accepter des échéanciers, ils ne correspondent pas forcément avec les échéances des constructeurs.

Considérant que les pétitionnaires concernés ne sont pas propriétaires des terrains d'assiette de leur opération respective, le caractère certain des créances n'est pas établi.

Aussi nous vous demandons à titre exceptionnel, d'accepter l'annulation des titres de recette émis suite à la délivrance de ces deux permis de construire et de dire que l'exigibilité des sommes soit faite au moment de la déclaration d'ouverture desdits chantiers.

La commission urbanisme réunie le 5 juillet 2010 a émis un avis favorable ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

DENOMINATION DES VOIES DE LA 6^{ème} TRANCHE DE LA ZAC DES ETANGS

Monsieur Bégué, adjoint à l'urbanisme, invite le conseil municipal à dénommer les voies de la 6^{ème} tranche de la ZAC des Etangs dont les travaux sont en cours.

Sur proposition de la commission urbanisme, il est proposé que soit dénommées :

- allée Henri Becquerel, la voie en impasse
- rue Jean-Paul Sartre, la voie reliant la rue des Canadais à la rue de l'Etang
- rue François Mauriac, la voie reliant la rue Jean-Paul Sartre à la rue de l'Etang

Par ailleurs, la rue Roger Martin du Gard serait prolongée et déboucherait sur la rue des Canadais. Monsieur le Maire précise que la rue de l'Etang serait prolongée jusqu'à l'intersection avec la voie communale n°17. Le chemin de la Grenouillais serait le nom affecté à la voie menant à l'Etang de Liffré au lieu-dit La Grenouillais.

Les panneaux d'agglomération seraient placés au niveau de l'intersection entre la rue de l'Etang et la rue des Canadais.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition de Monsieur le Maire et du rapporteur.

N° 10.160

CONSTRUCTION D'UN ESPACE JEUNES

AVENANT N°2 AU MARCHE PASSE AVEC L'ENTREPRISE CAILLOT POTIN POUR LE LOT 7 « Electricité »

Monsieur Cléry, adjoint aux bâtiments communaux, expose le rapport suivant :

« Le marché initial a été notifié le 27 avril 2009.

L'avenant n°2 a pour objet d'accepter le devis du 31 mai 2010 rédigé par l'entreprise CAILLOT POTIN concernant l'alimentation provisoire de la pompe à chaleur du bâtiment de l'Espace Jeunes (prestation initialement prévue à la charge de la société PC HABITAT).

Le montant de cet avenant est de 684,00 €HT soit 818,06 €TTC.

Le nouveau montant du marché, avenants 1 et 2 compris, est de 81 742,00 € HT soit 97 763,43 €TTC.

L'augmentation financière du marché est donc de 12,44 %. Cet avenant a donc été soumis à l'avis de la commission d'appel d'offres le 10 juin 2010. La commission a donné un avis favorable à la passation de cet avenant ».

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'accepter et de l'autoriser à signer l'avenant n°1 au marché n°09.020 passé avec l'entreprise CAILLOT POTIN pour les travaux prévus au lot 7 « Electricité ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.161

CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT SPORTIF AVENUE DE LA FORET
AVENANT N°2 AU MARCHE PASSE AVEC L'ENTREPRISE PRISMALU
POUR LE LOT 5 « Menuiseries aluminium - Métallerie »

Monsieur Cléry, adjoint aux bâtiments communaux, expose le rapport suivant :

« Le marché initial a été notifié le 25 mars 2009.

L'avenant n°2 a pour objet d'accepter le devis du 27 mai 2010 rédigé par l'entreprise PRISMALU concernant le remplacement d'une porte métallique 1 vantail par une porte 2 vantaux.

Le montant de cet avenant est de 852,70 €HT soit 1 019,83 €TTC.

Le nouveau montant du marché, avenants 1 et 2 compris, est de 54 530,70 €HT soit 65 218,72 €TTC.

L'augmentation financière du marché est donc de 11,91 %. Cet avenant a donc été soumis à l'avis de la commission d'appel d'offres le 10 juin 2010. La commission a donné un avis favorable à la passation de ces avenants ».

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter et de l'autoriser à signer l'avenant n°2 au marché n°09.005 passé avec l'entreprise PRISMALU pour les travaux prévus au lot 5 « Menuiseries aluminium - Métallerie ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.162

**ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LES ETUDES ET LE SUIVI DES
TRAVAUX D'EXTENSION DE LA CAPACITE DE LA STATION D'EPURATION DE
LIFFRE**

AVENANT N°1 AU MARCHE PASSE AVEC LE BUREAU D'ETUDES S.C.E.

Monsieur Lizé, adjoint chargé de l'assainissement, expose le rapport suivant :

« Le marché initial a été notifié le 25 septembre 2009.

Lors de la commission d'appel d'offres du 4 septembre 2009, la Commune s'était donné la possibilité, en fonction des résultats de l'étude, de retenir les options 1, 2 et 3 proposées par SCE.

Face à l'évolution du dossier, il s'avère nécessaire de retenir ces trois options, à savoir :

Option 1 : audit Génie Civil	:	2 698,75 €HT
Option 2 : assistance technique poussée pendant l'année de garantie	:	7 777,50 €HT
Option 3 : état initial acoustique	:	1 296,25 €HT

Le montant des missions supplémentaires à exécuter par le bureau d'études est fixé à 11 772,50 €HT soit 14 079,91 €TTC

Le nouveau montant du marché, avenant compris, est de 103 160,63 €HT soit 123 380,11 €TTC.

L'augmentation financière du marché est donc de 12,88 %. Cet avenant a donc été soumis à l'avis de la commission d'appel d'offres le 10 juin 2010. La commission a donné un avis favorable à la passation de ces avenants ».

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter et de l'autoriser à signer l'avenant n°1 au marché n°09.037 passé avec le bureau d'études SCE.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES
BASE DE DIMENSIONNEMENT ET CONTRAINTES**

Monsieur Lizé, adjoint chargé de l'assainissement, expose le rapport suivant :

« Le bureau d'études SCE a été mandaté afin de réaliser les études et le suivi des travaux d'extension de la station d'épuration des eaux usées.

La première phase de leur travail a consisté à établir un bilan de la situation actuelle ainsi qu'à proposer les bases de dimensionnement et les contraintes relatives à l'extension de la station d'épuration des eaux usées.

La commission Eau et Assainissement s'est réunie le 28 avril 2010 et le 5 juillet 2010 afin de valider le rapport « d'études préliminaires » avec des demandes de compléments dont les premiers éléments sont repris ci-dessous. Les compléments demandés, correspondent à l'intégration dans l'étude des problématiques liées au compostage, à la récupération de la chaleur dégagée par le process, au traitement des matières de vidange

1° Capacité actuelle de la station

- 9 700 EH,
- 580 kg de DBO5 / j (Demande Biologique en Oxygène en 5 jours),
- 1 455 kg de DCO / j (Demande Chimique en Oxygène),
- 1 170 m³ / j de charge hydraulique,
- Débit de pointe : 140 m³ / h.

2° Etat actuel

L'analyse a été réalisée à partir des données de l'auto surveillance de 2006 à juillet 2009 et complétée par une campagne de mesures.

Il ressort de cette analyse :

- 13 659 EH par rapport à la DBO5,
- 820 kg de DBO5 / j (Demande Biologique en Oxygène en 5 jours),
- 1 782 kg de DCO / j (Demande Chimique en Oxygène),
- Un débit moyen en temps sec nappe basse de 1 390 m³ / j,
- Un débit moyen en temps sec nappe haute de 1 986 m³ / j,
- Un débit moyen en temps de pluie de 2 786 m³ / j,

3° Etat futur

L'analyse a été réalisée à partir de l'évolution démographique et du développement économique prévus dans le PLU (Plan Local de l'Urbanisme).

Les besoins ont également intégré le gisement des matières de vidanges produites par les installations d'assainissements autonomes sur le territoire du pays de Liffré.

Une diminution des eaux claires parasites (eaux de nappes et eaux pluviales) a été prise en compte.

Il ressort de cette analyse, a une échéance de 2030 :

- 18 500 EH par rapport à la DBO₅,
- 1 110 kg de DBO₅ / j (Demande Biologique en Oxygène en 5 jours),
- 2 440 kg de DCO / j (Demande Chimique en Oxygène),
- 1 550 kg de MES / j (Matières En Suspension),
- 215 kg de NTK / j (Azote Kjeldahl),
- 42 kg de PT / j (Phosphore Total),
- Un débit en temps sec nappe basse de 2 010 m³ / j,
- Un débit en temps sec nappe haute de 2 500 m³ / j,
- Un débit en temps de pluie de 3 070 m³ / j,
- Un débit de pointe régulé de 175 m³ / h en entrée station et un débit de pointe avant déversement de 350 m³ / h. La différence entre les deux étant stockée dans un bassin tampon.

Les contraintes du site obligeront sans doute à modifier l'accès de la station d'épuration. L'extension devra également répondre aux contraintes réglementaires (sismiques, géotechniques, sonores....).

L'étude précise également des pistes relatives au devenir des déchets comme les graisses, les sables, les boues, l'eau épurée dite eau industrielle...

Le document complet de l'étude, présenté en commission, est consultable en Mairie ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** les éléments présentés.

EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DES EAUX USEES
Marché de conception-réalisation pour l'extension de la station d'épuration des eaux usées

Monsieur Lizé, adjoint chargé de l'assainissement, expose le rapport suivant :

« 1° Rappel des études préliminaires »

La Commune a conclu un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la société SCE pour l'extension de la station d'épuration des eaux usées.

Les études réalisées ont permis de définir la capacité nominale et les performances épuratoires à retenir pour l'installation. Le rapport d'études a fait l'objet d'une délibération suite à un passage en commission Eau et Assainissement en dates du 28 avril et 5 juillet 2010. La décision de la commission « eau – assainissement » du 5 juillet 2010 sera donnée en séance du Conseil Municipal.

Les techniques de traitement susceptibles de respecter les performances exigées sont multiples et font appel à des procédés innovants et complexes, en constante évolution technologique. Les constructeurs présents sur le marché susceptibles de réaliser l'extension de la station développent et proposent chacun des technologies particulières, tant sur les équipements utilisés que sur leur mise en œuvre. Cette variété de technologies a notamment des incidences sur :

- le génie civil de l'installation,
- les possibilités de réutilisation d'ouvrages existants,
- les dispositions à mettre en œuvre pour assurer la continuité de service de l'installation, pendant les travaux.

2° Proposition d'une procédure de marché public

Pour ces motifs liés à la destination de l'ouvrage (respect de la capacité de traitement et des performances exigées) et à sa mise en œuvre (emprise disponible réduite, réutilisation d'ouvrages existants et continuité de service), et en vue d'assurer la mise en concurrence des constructeurs, il apparaît indispensable d'associer ceux-ci aux études de conception de l'installation.

Il est donc proposé de recourir à un marché de conception-réalisation en application de l'article 168-1 du Code des marchés publics. Compte tenu du coût prévisionnel des travaux inférieur au seuil de 4.845.000 € HT, la procédure d'attribution peut être une procédure adaptée en application de l'article 146 du Code des marchés publics.

En application de l'article 168-1 du Code des marchés publics, le montant de la prime attribuée à chaque candidat est égal au prix estimé des études de conception à effectuer telles que définies par le règlement de la consultation, affecté d'un abattement au plus égal à 20 %, la rémunération de l'attributaire du marché tenant compte de la prime qu'il a reçue. Dans le cas de la présente opération, le prix estimé des études de conception s'élève à 15.000 € HT.

Il est proposé de limiter à cinq le nombre de candidats admis à présenter une offre.

Un groupe de travail sera composé afin d'analyser les offres. Il est proposé de constituer un groupe de travail composé de la commission Eau et Assainissement, de la SAUR, de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, des personnels de la mairie (Directeur Général des Services, Directeur des Services Techniques). Il pourra également être fait appel à tous spécialistes si besoins. Seuls les Elus auront une voix décisionnelle.

3° Présentation du Dossier de Consultation des Entreprises

Le Programme Fonctionnel Détaillé a pour objet de fixer les conditions d'établissement du projet d'extension de la station d'épuration de Liffré.

Ce Programme Fonctionnel Détaillé rassemble les renseignements nécessaires à l'élaboration du projet et définit ainsi les besoins, les contraintes et les exigences à satisfaire. Ce document reprend donc les éléments issus des études préliminaires.

Dans le but de valoriser les ouvrages existants, de fiabiliser et d'améliorer le traitement des effluents de la ville de Liffré, la mise en œuvre d'une extension de la station d'épuration existante de type boues activées en aération prolongée est envisagée.

Les bases de dimensionnement fournies aux candidats sont, à une échéance de 2030 :

- 18 500 EH par rapport à la DBO₅,
- 1 110 kg de DBO₅ / j (Demande Biologique en Oxygène en 5 jours),
- 2 440 kg de DCO / j (Demande Chimique en Oxygène),
- 1 550 kg de MES / j (Matières En Suspension),
- 215 kg de NTK / j (Azote Kjeldahl),
- 42 kg de PT / j (Phosphore Total),
- Un débit en temps sec nappe basse de 2 010 m³ / j,
- Un débit en temps sec nappe haute de 2 500 m³ / j,
- Un débit en temps de pluie de 3 070 m³ / j,
- Un débit de pointe régulé de 175 m³ / h en entrée station et un débit de pointe avant déversement de 350 m³ / h. La différence entre les deux étant stockée dans un bassin tampon.

La filière de traitement devra permettre d'atteindre les niveaux de rejet suivants :

	Hors étiage (du 1^{er} décembre au 31 mai)		en étiage (du 1^{er} juin au 30 novembre)	
Paramètres	Concentration maximale de rejet	Rendement minimum	Concentration maximale de rejet	Rendement minimum *
DCO	65 mg/l	95 %	65 mg/l	95 %
DBO₅	15 mg/l	97 %	15 mg/l	97 %
MES	20 mg/l	97 %	20 mg/l	97 %
NGL	12 mg/l	86 %	10 mg/l	91 %
NTK	8 mg/l	91 %	7 mg/l	93 %
P_T	1,2 mg/l	93 %	0,8 mg/l	96 %

Le traitement des matières de vidange, de balayage et de curage devra être étudié.

La filière traitement boues pourra comprendre des boues liquides et pâteuses pour un épandage agricole mais également une valorisation par un compostage. Enfin il pourra également, dans le cas où les valorisations précédentes ne suffisent pas, être proposée une solution par incinération.

La recherche d'une valorisation des fluides (eaux industrielles, chaleur dégagée...), et plus généralement de toute solution technique (méthanisation ou autre) visant à tirer une partie énergétique de la valorisation des matières traitées voire de déchets provenant d'autres apports comme les déchets verts, sera également à aborder par les candidats ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à :

- retenir la procédure adaptée en application de l'article 146 du Code des marchés publics en vue de la conclusion d'un marché de conception-réalisation pour l'extension de la station d'épuration ;
- fixer à 15.000 € HT le montant de la prime attribué aux candidats ayant remis une offre ;
- fixer à cinq le nombre maximal de candidats admis à présenter une offre.
- l'autoriser à signer tout document relatif à cette procédure ;
- l'autoriser à lancer les consultations connexes (Coordination Sécurité Santé, Contrôle Technique...).
- valider la composition du groupe de travail.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DES EAUX USEES

Dossier d'étude d'impact et enquête publique pour l'extension de la station d'épuration des eaux usées

Monsieur Lizé, adjoint chargé de l'assainissement, expose le rapport suivant :

« 1° Rappel des études préliminaires

La Commune a conclu un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la société SCE pour l'extension de la station d'épuration des eaux usées.

Les études réalisées ont permis de définir la capacité nominale et les performances épuratoires à retenir pour l'installation. Le rapport d'études a fait l'objet d'une délibération suite à un passage en commission Eau et Assainissement les 28 avril 2010 et 5 juillet 2010.

Les techniques de traitement susceptibles de respecter les performances exigées sont multiples et font appel à des procédés innovants et complexes, en constante évolution technologique. Les constructeurs présents sur le marché susceptibles de réaliser l'extension de la station développent et proposent chacun des technologies particulières. Par délibération du Conseil Municipal, il a été proposé de retenir comme procédure de marché public la procédure de conception-réalisation.

2° L'étude d'impact

a) Rappel réglementaire :

Le dossier de demande d'autorisation vaut étude d'impact.

Compte tenu des caractéristiques de l'effluent rejeté, le dossier relatif aux aménagements projetés est conforme aux textes en vigueur :

- le décret 77-1141 du 12 octobre 1977, relatif aux études d'impact,
- le décret 93-245 du 25 février 1993, relatif aux études d'impact dont les dispositions sont codifiées à l'article R122-8 du Code de l'Environnement,
- la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- le décret n°2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques,
- le décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- le décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales,
- le décret n° 2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du Code de l'Environnement,

• l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

Le dossier est conforme aux articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 et suivants du Code de l'Environnement.

b) Filière de traitement :

Les bases de dimensionnements ainsi que les performances de traitement de la future station d'épuration ont été approuvées lors du Conseil Municipal du 08 juillet 2010.

Les principaux éléments sont les suivants :

Les bases de dimensionnement fournies aux candidats sont, à une échéance de 2030 :

- 18 500 EH par rapport à la DBO5,
- 1 110 kg de DBO5 / j (Demande Biologique en Oxygène en 5 jours),
- 2 440 kg de DCO / j (Demande Chimique en Oxygène),
- 1 550 kg de MES / j (Matières En Suspension),
- 215 kg de NTK / j (Azote Kjeldahl),
- 42 kg de PT / j (Phosphore Total),
- un débit en temps sec nappe basse de 2 010 m³ / j,
- un débit en temps sec nappe haute de 2 500 m³ / j,
- un débit en temps de pluie de 3 070 m³ / j,
- Un débit de pointe régulé de 175 m³ / h en entrée station et un débit de pointe avant déversement de 350 m³ / h, la différence entre les deux étant stockée dans un bassin tampon.

La filière de traitement devra permettre d'atteindre les niveaux de rejet suivants :

	Hors étiage (du 1er décembre au 31 mai)		en étiage (du 1er juin au 30 novembre)	
Paramètres	Concentration maximale de rejet	Rendement minimum	Concentration maximale de rejet	Rendement minimum *
DCO	65 mg/l	95 %	65 mg/l	95 %
DBO5	15 mg/l	97 %	15 mg/l	97 %
MES	20 mg/l	97 %	20 mg/l	97 %
NGL	12 mg/l	86 %	10 mg/l	91 %
NTK	8 mg/l	91 %	7 mg/l	93 %
PT	1,2 mg/l	93 %	0,8 mg/l	96 %

Le traitement des matières de vidanges, de balayages et de curages devra être étudié.

c) Incidence sur le milieu :

La mise en place d'un traitement plus poussé, plus particulièrement sur les paramètres azote et phosphore, permettra d'améliorer la qualité des eaux du ruisseau du Chevré grâce à la réduction des flux rejetés malgré l'augmentation importante de la capacité de traitement (flux à long terme égaux pour une capacité de traitement multipliée par 2). Les concentrations résultantes dans le cours d'eau diminuent légèrement pour l'ensemble des paramètres, et plus particulièrement pour le phosphore qui est un des éléments responsables de l'eutrophisation des milieux.

Afin de limiter les nuisances sonores, les équipements les plus bruyants seront couverts ou confinés à l'intérieur de bâtiments.

De même, un traitement de l'air des bâtiments contenant les installations pouvant produire des nuisances olfactives sera effectué.

La filière boues pourra comprendre des boues liquides et pâteuses pour un épandage agricole mais également une valorisation par un compostage. Enfin il pourra également, dans le cas où les valorisations précédentes ne suffisent pas, être proposé une incinération.

La recherche d'une valorisation des fluides (eaux industrielles, chaleur dégagée...) seront également à aborder par les candidats.

3° L'enquête publique

La réglementation ci-dessous impose la réalisation d'une enquête publique.

- Loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement. (Loi BOUCHARDEAU)
- Et le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

L'importance du dossier (unité de traitement supérieure à 10 000 EH) nécessite une enquête publique ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à :

- valider le dossier d'étude d'impact ;
- lancer la procédure d'enquête publique ;
- l'autoriser à signer tout document relatif à cette procédure.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

CONVENTION RELATIVE A LA REFECTION ET AU FINANCEMENT DE LA VOIRIE RELIANT LA MAISON NEUVE AU GUE DE MORDREE

Monsieur Grégoire, adjoint chargé de la voirie, expose que la voie communale située entre les communes de Liffré et d'Acigné desservant les lieudits Le Gué de Mordrée et La Maison neuve est fortement dégradée. Les limites communales se trouvent dans l'axe de la chaussée existante.

Les communes d'Acigné et de Liffré ont décidé de procéder à sa réfection complète.

La convention proposée a pour but de fixer les modalités de financement de ces travaux de réfection entre les communes d'Acigné et de Liffré.

La ville d'Acigné assurera la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et l'ingénierie financière des travaux visés par la présente convention.

Modalités techniques d'exécution

Le projet validé par les représentants des deux communes prévoit la réfection de cette voie sur la section comprise entre le carrefour avec la voie communale n°201 dite de la Gretais (commune d'Acigné) inclus, et le carrefour avec la voie communale qui mène à la route forestière de la Maison Neuve (commune de Liffré), soit sur un linéaire d'environ 370 ml.

Les travaux comprendront :

- l'élargissement de la voie de part et d'autre de la chaussée de manière à porter l'assiette de fondation à 5.00 ml,
- la préparation du support existant : purges...,
- le re-profilage du profil en travers en béton bitumineux à froid, selon l'importance des déformations constatées et de l'état de la chaussée, dont la section sera portée à 4.00 ml,
- la réalisation d'un revêtement en béton bitumineux au finisier,
- le renforcement ou le calage, si nécessaire, des accotements en rive de chaussée,
- la mise à niveaux des bouches à clé.

Modalités financières

Les travaux seront financés pour moitié par la ville de Liffré, pour moitié par la ville d'Acigné sur la base des travaux réellement réalisés. La participation de chaque commune sera définitivement arrêtée sur la base d'une annexe financière établie à l'issue des travaux et approuvée par les deux communes.

Le titre de perception sera émis postérieurement à cet accord.

Le plan de financement prévisionnel résulte du devis établi par l'entreprise SACER sur la base du descriptif mentionné ci-dessus.

DEPENSES H.T.		RECETTES NETTES DE TAXES	
Relevés topographiques	0.00 €	Subventions	0.00 €
Maîtrise d'œuvre	0,00 €	Ville de Liffré 50%	13 750,00 €
Travaux (devis SACER)	27 500,00€	Ville d'Acigné 50%	13 750,00 €
TOTAL	27 500,00 €	TOTAL	27 500,00 €

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à :

- valider la nature et le montant prévisionnel des travaux,
- l'autoriser à signer la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.167

**SUBVENTION SPECIFIQUE
ASSOCIATION VIVRE CHEZ SOI**

Madame Guéguen, adjointe aux affaires sociales, donne lecture du rapport suivant :

« Par délibération en date du 5 mars 2009, le Conseil Municipal décidait de valoriser le montant de la location des bureaux du Centre Social Communal, sis 9 rue des Ecoles, qui jusqu'alors étaient mis à disposition gratuitement.

Cette décision devait intervenir à partir du 1^{er} juin 2009.

De ce fait, l'association Vivre chez Soi a payé pour l'année 2009, un loyer de :
(148,33 € + 75 €) x 7 mois soit 1 563,30 €

En 2010, du 1^{er} janvier au 31 mai, elle a payé :
(148,33 € + 75 €) x 5 mois soit 1 116,65 €

La commission solidarité – affaires sociales s'est réunie le 23 juin et a émis un avis favorable.

Pour compenser cette charge, il est proposé de verser à cette association qui gère un service de soins à domicile œuvrant essentiellement sur la commune, une subvention de 2 680 € ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.168

**SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION DES CLASSES DE
LIFFRE**

Madame Bourcier, adjointe aux finances, donne lecture du rapport suivant :

« Une nouvelle association vient de se créer au Journal Officiel du 19 juin 2010, ayant pour finalité l'organisation des fêtes réunissant les personnes d'une même classe d'âge à Liffre.

Cette association servira de support à la manifestation qui pourra se dérouler tous les ans.

Il est proposé de leur allouer une subvention de 75 €, pour leur remboursement des frais occasionnés pour la création de cette nouvelle association ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

VENTE DES PLAQUES D'IDENTIFICATION DU COLOMBARIUM

Madame Bourcier, adjointe aux finances, donne lecture du rapport suivant :

« Le columbarium est en cours d'agrandissement et des nouvelles cases vont être concédées. Pour uniformiser les plaques d'identification de ces cases, il vous est proposé de les fournir. Il s'agit d'un modèle en granit noir fin (7 cm x 28 cm).

Elles seront, après l'achat par les familles, remises aux entreprises de pompes funèbres qui gèrent les funérailles. S'agissant de la gravure, qui reste à la charge de la famille, la police et la taille des caractères seront imposées. Ne devront figurer que les noms, prénoms, titres et qualités ainsi que les dates de naissance et de décès.

Après gravure, les plaques seront collées sur la porte de la case par un agent des services techniques.

Le montant proposé de 63 € pour la fourniture et la pose de la plaque sera recouvré par voie de titre de recettes aux familles ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **DECIDE** de fixer à 63 € le tarif pour la fourniture et pose des plaques de columbarium.

N° 10.170

REMBOURSEMENT DE FRAIS ENGAGES PAR MME ANNE SARRAZIN-BORDE

Madame Bourcier, adjointe aux finances, donne lecture du rapport suivant :

« Le transfert de l'hébergement du site internet de la ville n'ayant pu se faire dans des conditions de rapidité satisfaisantes, la responsable de la communication de la ville a dû réactiver l'abonnement qui était arrivé à terme auprès de la société AMEN en utilisant sa carte bancaire personnelle. Il vous est demandé de lui rembourser la somme engagée à savoir 193,75 € TTC.

La preuve du paiement est attestée par la présentation d'une facture et du relevé de compte de Mme Sarrazin-Borde.

La dépense sera imputée à l'article 6238 du budget principal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.171

**REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ENGAGÉES PAR MME JUPIN,
DIRECTRICE DU CENTRE CULTUREL**

Madame Bourcier, adjointe aux finances, donne lecture du rapport suivant :

« Lors d'un salon professionnel, Mme Jupin, directrice du centre culturel, a acheté avec sa carte bancaire 3 ouvrages destinés au centre culturel.

Il s'agit des ouvrages suivants : « Les résidences d'artistes », « Des lieux pour des musiques actuelles » et « Conception et mise en œuvre d'une saison culturelle ».

Le montant de la dépense s'élève à 136 €. Il vous est demandé d'accepter le remboursement de cette somme pour laquelle nous disposons de la facture et du relevé de compte bancaire attestant du paiement.

La dépense sera imputée à l'article 6065 du budget principal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.172

REMBOURSEMENT DE SOMMES ENGAGÉES SUITE A LA PARTICIPATION AU CONGRES DES PETITES VILLE DE France

Madame Bourcier, adjointe aux finances, donne lecture du rapport suivant :

« La commune est adhérente à l'association des Petites Villes de France qui œuvre en faveur de la défense des intérêts des villes-centre. C'est à ce titre que M. Ronan SALAUN et M. Yann DEGRAUWE, collaborateur de cabinet, ont assisté au congrès de l'association qui s'est tenu les 27 et 28 mai 2010 à Joigny.

M. DEGRAUWE a fait l'avance des dépenses concernant le séjour, aussi il vous est demandé de procéder à leur remboursement sur la base des dispositions prévues par la réglementation en vigueur et par les délibérations du conseil municipal prises pour son application.

Pour les frais engagés par les élus pour les mandats spéciaux définis dans la délibération n° 08.217, le remboursement des frais s'effectue dans la limite du double des indemnités versées aux agents de la fonction publique territoriale.

Pour les frais engagés par les agents communaux titulaires ou non-titulaires, le remboursement s'effectue dans la limite de 15,25 € pour les repas et de 60 € pour les nuitées. Les frais de péage sont remboursés aux frais réels.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé de procéder au remboursement suivant des frais avancés par M. Degrauwe.

- frais de péage : 76,10 €
- carburant (utilisation d'un véhicule de service) : 53,38 €
- hébergement :
 - de M. Degrauwe (une nuit avec petit déjeuner) : 60 €
 - de M. Salaün : 61,60 €
- repas :
 - de M. Degrauwe : 15,25 €
 - de M. Salaün : 21,50 €

Soit un montant total de 287,83 €.

Le montant de ce remboursement sera imputé à l'article 6251 du budget principal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.173

AIDE POUR LES COMMUNES SINISTREES DU VAR

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

« Face à la catastrophe qui a touché 22 communes du département du Var ces dernières semaines et coûté la vie à 25 personnes, il est proposé, comme nous le faisons habituellement, d'allouer une subvention pour aider les communes sinistrées.

Cette action de solidarité se traduirait par une subvention de 1 500 € versée à l'association des maires du Var au compte Solidarité Var ouvert par cette association.

Le montant de la dépense sera inscrit à l'article 657401 du budget communal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **DECIDE** d'allouer une subvention de

1 500 € à l'association des Maires du Var au titre de la solidarité à l'égard des communes sinistrées de ce département suite aux inondations des dernières semaines.

N° 10.174

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LE CINEMA SAINT MICHEL

Madame Thessier, adjointe à la culture, donne lecture du rapport suivant :

« Afin de répondre à la demande des spectateurs et d'offrir un spectacle de qualité à un tarif accessible au plus grand nombre, le cinéma Saint Michel a décidé d'investir dans un équipement permettant de proposer des films en 3D.

Le cinéma sollicite la commune pour le versement d'une subvention exceptionnelle d'investissement de cet équipement 3D. Cet investissement représente 21 455 € HT.

Il est proposé d'accorder une subvention de 6 500 € au cinéma Saint-Michel.

Cette somme est inscrite à l'article 657401 du budget principal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

VŒU EN FAVEUR DU MAINTIEN DES RASED

Madame Guéguen donne lecture du rapport suivant :

« Dans le schéma d'emplois 2010-2013 adressé aux Recteurs d'académie en vue de la préparation de la carte scolaire 2011, il est proposé pour les RASED de ne recruter aucun maître G, aucun psychologue scolaire et un minimum de postes E. Les postes vacants, dont le nombre ne cesse d'augmenter du fait de l'insuffisance des départs en formation, seraient fermés. Bien plus, les différents scenarii possibles soumis aux recteurs d'académie envisagent la suppression ou la « mise en extinction » pure et simple de ces catégories de professionnels spécialisés, par le non-recrutement et la remise en affectation dans les classes.

Ces mesures sont en totale contradiction avec les engagements précédents, les études sur les causes et les moyens de remédier aux difficultés scolaires.

Alors que deux heures de classe ont été supprimées à la rentrée 2008, ces décisions, si elles sont confirmées, vont se traduire inévitablement par une dégradation des résultats des écoles et par une accentuation des inégalités sociales. L'aide personnalisée et les stages de remise à niveau peuvent se révéler insuffisants ou inadaptés pour certains élèves. L'intervention des enseignants des RASED, en renfort des équipes pédagogiques, est la solution adaptée et impérative pour construire les réponses adaptées.

Comment peut-on envisager que les moyens déjà insuffisants consacrés à la lutte contre l'échec scolaire se voient encore amputés, alors que les projets du ministère de l'Education Nationale prévoient également en parallèle une augmentation du nombre d'élèves par classe ?

Les enseignants des classes, les élèves et les familles vont se retrouver dans des situations intenable. Cette politique de réduction simpliste des coûts entrainera à terme une dégradation du niveau scolaire et l'exclusion de fait de la partie la plus fragile de la société, celle-là même qui a le plus besoin d'un système éducatif performant.

Nous, élus de la Commune de Liffré, demandons au ministre de l'Education Nationale de renoncer à ce projet et de rouvrir les discussions sur l'avenir des réseaux d'aide aux élèves en difficultés afin de maintenir une école de la République assumant pleinement sa mission d'éducation de qualité accessible à tous ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** le vœu présenté par le rapporteur.

N°10.176

MODIFICATION DES DATES DE PRELEVEMENTS POUR LES COURS DE NATATION

Madame Bourcier, adjointe aux sports, donne lecture du rapport suivant :

« Les tarifs de la piscine pour l'année 2010-2011 ont été votés par délibération n°10.103 du Conseil Municipal du 29 avril 2010.

Il était alors indiqué que les prélèvements seraient effectués en trois fois consécutives entre les 18 et 20 des mois de septembre, octobre et novembre 2010.

Il s'avère que les dates de prélèvements vont être modifiées et seront les suivantes : entre les 18 et 20 des mois de septembre 2010, novembre 2010 et janvier 2011.

Il est proposé d'accepter ces modifications ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

N° 10.177

MODIFICATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DE LA PISTE D'ATHLETISME DU STADE NELSON PAILLOU AU PUBLIC

Madame Bourcier, adjointe aux sports, donne lecture du rapport suivant :

« Les horaires d'ouverture du stade Nelson Paillou au public ont été adoptés lors du Conseil Municipal du 19 décembre 2008. Pour permettre au plus grand nombre de pratiquer la course à pied, il vous est proposé de modifier les horaires d'ouverture de la piste d'athlétisme au public.

Les nouveaux horaires seront les suivants :

- Toute l'année du lundi au samedi de 12h à 14h et le dimanche de 9h à 12h (sauf pendant les vacances scolaires d'été)
- Le lundi et le vendredi de 17h à 20h à partir de la rentrée scolaire de septembre jusqu'à la fin des vacances de la Toussaint puis à la reprise des vacances de printemps jusqu'au début des vacances scolaires d'été.

La municipalité se réserve le droit de fermer l'équipement pour travaux, manifestations sportives, intempéries,...

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter ces modifications ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

REVISION DE LA DELIBERATION PORTANT SUR LE COMPTE EPARGNE-TEMPS

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

« Afin de faciliter les modalités d'alimentation du Compte Epargne Temps (CET), il est proposé de réviser la délibération n°05-217 du 21 décembre 2005 mettant en place, au sein de la collectivité, un compte épargne- temps, à compter du 1er janvier 2006.

Le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 est venu modifier le décret n°2004-878 du 26 août 2004.

Il est proposé de réexaminer, au regard des modifications, le nouveau dispositif que nous vous proposons de valider.

Nous vous proposons d'émettre un avis sur les modalités d'organisation suivantes. Ces modalités ont été validées en Commission Personnel du 8 juin 2010 et en réunion de Comité Technique Paritaire du 29 juin 2010.

Les règles de fonctionnement et de gestion du compte épargne-temps

Article 1 : Le principe

Ce compte permet à son titulaire d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés. Ils disposent alors d'un capital temps qui peut être utilisé pour satisfaire un projet personnel tout en étant rémunérés.

Les usages envisagés concernent le départ en retraite anticipé, l'organisation d'une formation, d'un voyage de longue durée, etc.

Article 2 : Ouverture du compte

Le compte épargne-temps est ouvert sur demande expresse et individuelle des agents titulaires et non titulaires, à temps complet ou à temps non complet employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service, au moment de la demande.

Sont exclus du dispositif les stagiaires mais ils conservent les droits acquis en qualité de fonctionnaire titulaire ou d'agent non titulaire qui ne peuvent être utilisés pendant la période de stage.

La demande d'ouverture du compte doit être formulée, par écrit, auprès de Monsieur le Maire sous couvert de la voie hiérarchique. Chaque agent ne peut détenir qu'un compte épargne-temps à la fois.

Article 3 : Alimentation du CET

Le CET peut être alimenté :

- par le report de **4 jours** de réduction du temps de travail

- par le report de jours de congés annuels, dans la limite suivante : l'agent doit prendre au moins **22 jours dans l'année**.

Le CET ne peut être alimenté par le report de congés bonifiés.

L'unité de calcul du C.E.T. est le jour ouvré. Compte tenu de l'annualisation du temps de travail et de la comptabilisation du temps de travail en heures, la demande d'ouverture du C.E.T. devra être faite en jours et transcrite en heures. Ces jours de congés ainsi inscrits au titre du C.E.T. devront être déduits du temps de congés annuels fixé à 196 heures (28 jours x 7 heures). La base de référence est donc un jour égal à 7 heures.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel une règle de proportionnalité sera appliquée.

Enfin, le nombre de jours déposés peut être constitué de la somme de ½ journées de congés annuels, mais devra être un multiple de l'unité.

Article 4 : Délai d'alimentation

L'agent alimente une fois par an son compte par une demande expresse et écrite adressée avant le 31 décembre de chaque année pour l'épargne des jours de congés ou de réduction du temps de travail de l'année en cours.

Article 5 : compensation financière

Les jours excédant le 20^{ème} jour placés sur le CET peuvent faire l'objet d'une compensation financière par la collectivité, soit sous forme d'une indemnité forfaitaire (fixé par arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié), soit sous forme au titre de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique.

Nous vous proposons d'autoriser la prise en compte au sein de la RAFP des droits épargnés. Pour des raisons financières il n'est pas souhaité en effet autoriser l'indemnisation.

L'option devra être exercée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante (art. 5, II, déc. n°2004-878 du 26 août 2004 modifié). Le fonctionnaire opte, dans les proportions qu'il souhaite pour la prise en compte des jours (à compter du 21^{ème} jour) au sein du régime de retraite additionnelle RAFP ou pour leur maintien sur le CET.

Lorsque plusieurs options sont ouvertes, aucune disposition n'empêche l'agent de répartir ses droits entre les différentes options.

Si l'agent n'exerce aucune option, les jours au-delà du vingtième sont, pour le fonctionnaire, automatiquement pris en compte pour le RAFP.

La situation des fonctionnaires qui relèvent du régime général (emploi à temps non complet pour une durée hebdomadaire inférieure, selon la règle générale, à 28 heures hebdomadaires) est identique à celle des agents non titulaires, ils ne peuvent exercer d'option, puisqu'ils ne relèvent pas du RAFP.

Article 5-1 : Modalités de maintien sur le CET de jours épargnés

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite (art. 7-1 décr. n°2004-878 du 26 août 2004).

Les jours que l'agent a choisi de maintenir sur son CET pourront être utilisés sous forme de congés (art. 7-1 décr. n°2004-878 du 26 août 2004)

Article 5-2 : Modalité de prise en compte des droits au titre de la RAFP

Il s'agit ici de convertir des droits de CET en épargne retraite ; le mécanisme comporte trois étapes :

- dans un premier temps, le jour de CET que l'agent souhaite convertir est transformé en valeur chiffrée.

La formule de calcul pour cette valorisation est indiquée à l'article 6, I du décret n°2004-878.

- dans un deuxième temps, les cotisations RAFP sont calculées, sur la base de la valeur trouvée ;
- dans un troisième temps, l'agent acquiert des points au régime en fonction du montant des cotisations versées à l'ERAFP.

Article 6 : Demande d'utilisation

La demande d'utilisation doit être présentée auprès du service gestionnaire dans les délais de prévenance ci-après :

- 15 jours pour une durée de congé entre 1 et 4 jours
- 1 mois pour une durée de congé entre 5 et 10 jours,
- 2 mois pour une durée de congé entre 11 et 20 jours,
- 3 mois pour une durée de congé > à 20 jours.

Le congé compte épargne-temps peut être juxtaposé avec les autres types d'absence, à l'exception :

- des congés bonifiés,
- de tout type de congé maladie et accident du travail,
- des autorisations spéciales d'absences (sauf pour mariage de l'agent).

Il peut également être juxtaposé de plein droit avec les positions administratives suivantes :

- congé maternité, congé de paternité ou congé d'adoption
- congé parental,
- disponibilité,
- congé de présence parentale,
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,

Article 7 : Réponse à la demande d'utilisation

L'autorité territoriale devra répondre à l'agent au minimum 4 jours avant le départ en congés. Le silence gardé au-delà de ce délai vaut acceptation.

Le congé n'est pas de droit. La demande d'exercice de tout ou partie du droit à congé au titre du compte épargne-temps peut être rejetée en raison des nécessités de service. La prise de congés au titre des jours épargnés sur le compte épargne-temps doit être compatible avec les nécessités de service et tenir compte des possibilités d'aménagement dans l'organisation du travail.

Le rejet fait l'objet d'une décision écrite qui doit être motivée. L'agent peut former un recours devant le Maire qui statue après avis de la commission administrative paritaire.

Le cas d'octroi de droit : en cas de radiation des cadres, licenciement ou fin de contrat.

Article 8 : Informations sur les droits

L'agent sera informé, par écrit, par le service des Ressources Humaines, au moins une fois par an, du nombre de jours épargnés et consommés,

Article 9 : La situation de l'agent en congé compte épargne-temps

Les congés accordés à ce titre sont assimilés à une période d'activité.

L'agent conserve des droits à avancement, retraite et congés mentionnés à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984. Lorsque l'agent bénéficie d'un de ces congés, la période de congés en cours, au titre du compte épargne-temps, est suspendue.

Les droits et obligations sont maintenus.

Article 10 : Changement de collectivité

Les droits acquis sont maintenus :

- en cas de mutation ou détachement de l'agent, le C.E.T. est géré par la collectivité d'accueil,
- en cas de position hors cadre, de congé parental ou de présence parentale, de disponibilité ou d'accomplissement du service national ou d'activités dans la réserve opérationnelle ou de mise à disposition syndicale,
- en cas de détachement dans un corps régi par le statut de la fonction publique.

La collectivité pourra prévoir des conventions sur les modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un C.E.T. à la date à laquelle cet agent change de collectivité par mutation ou détachement.

Article 11 : Décès du bénéficiaire d'un CET

En cas de décès du bénéficiaire d'un CET, ses ayants droits sont indemnisés ; les montants forfaitaires par jour, qui varient selon la catégorie hiérarchique, sont les mêmes que ceux qui sont accordés aux agents en cas d'indemnisation (art. 10-1 déc. n°2004-878 du 26 août 2004).

Article 12 : Un bilan relatif à la mise en œuvre du compte épargne-temps sera réalisé, régulièrement, au sein du CTP, et pourra, si nécessaire, donner lieu à une révision du compte épargne-temps en Conseil Municipal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

ADOPTION DU PLAN DE FORMATION

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

« La réforme de la formation professionnelle a profondément modifié le système de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale.

Les textes de référence sont les suivants :

- La loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant sur la fonction publique territoriale modifiée par la loi 84-594 relative à la formation des agents de la FPT modifiée par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la réforme de la fonction publique territoriale et ses décrets d'application :
 - le décret n°2007-1845 du 26/12/07 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,
 - les décrets n°2008-512 et 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,
 - le décret n°2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation.

Cette réforme offre de nouvelles perspectives qu'il s'agit d'ordonner dans un plan de formation pluriannuel en respectant des règles de gestion qui feront l'objet d'un futur règlement. Par ailleurs, la loi fait du plan de formation un préalable nécessaire à l'utilisation du Droit Individuel à la Formation professionnelle des agents (DIFP).

Le plan de formation recense les actions de formation prévues pour les agents de la collectivité :

- les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation définies par les statuts particuliers,
- la formation de perfectionnement dispensée en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent,
- la formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique,
- la formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent,
- les actions en faveur de l'apprentissage de la langue française.

Le plan de formation précise le type d'actions pouvant relever du droit individuel à la formation et celles acceptées à ce titre.

Le DIFP (Droit Individuel à la Formation Professionnelle), entré en vigueur le 21 février 2007, est un nouveau droit reconnu aux agents, titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent. Ce droit à la formation est de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans dans la limite de 120 heures. Pour les agents à temps non complet ou partiel, le DIFP est calculé au prorata du temps de travail.

Les formations suivies par l'agent dans le cadre de son DIFP concernent l'activité professionnelle. Elles peuvent permettre le développement des compétences en lien avec le projet professionnel de l'agent.

Les formations sont choisies parmi :

- les formations de perfectionnement
- les formations de préparation aux concours et examens professionnels
- les formations en faveur de l'apprentissage de la langue française.

Le plan de formation 2010-2012 de la Collectivité constitue un outil de convergence entre les demandes de formation formulées par les agents au cours de l'entretien individuel annuel et les souhaits de la collectivité.

Ce plan détermine le programme de formation des agents de la Collectivité pour l'année 2010-2012.

Les priorités du plan portent sur les axes suivants :

Plusieurs niveaux d'action de formation sont à considérer selon qu'il s'agisse :

- des orientations stratégiques
- d'un projet de service
- de besoins individuels ou personnels

Concernant les actions collectives liées aux orientations stratégiques de la Collectivité, les formations s'organiseront autour des axes suivants :

➤ **Le management**

Il s'agit d'accompagner les Cadres et chefs de service au travers une offre de formation spécifique :

- un module commun à tous les encadrants, adapté à la nature des postes et aux responsabilités

Il permettra de partager une appropriation commune des principes et des valeurs.

- des modules « actions » permettant à chaque encadrant de développer ses compétences sur des sujets spécifiques

➤ **Une gestion efficiente de l'activité professionnelle par les cadres et chefs de service**

Il s'agira de :

- développer la mise en œuvre et/ou l'utilisation d'outils et de méthodes de gestion
- développer l'utilisation de méthodes communes pour les directeurs (tableaux de bord, etc.)

➤ **Professionalisation des relations avec les partenaires / Promotion des actions entreprises**

L'objectif étant de développer les compétences mises en œuvre afin de mieux communiquer

➤ **La sécurité et la prévention**

Le but est de sensibiliser les agents à la sécurité et prévenir les accidents du travail

➤ **L'environnement et le développement durable**

Les objectifs sont :

- d'acquérir les compétences nécessaires, parfois nouvelles, pour mettre en œuvre des actions concertées en matière d'environnement et de développement durable
- de développer les compétences des agents dans la mise en place d'actions de préservation de l'environnement

Concernant les actions de formation liées à un projet de service ou des actions liées des besoins individuels ou personnels, il s'agira de :

- satisfaire aux obligations en ce qui concerne les formations statutaires (formations qui conditionnent le déroulement de carrière des agents et autres formations obligatoires dans le cadre des missions exercées par les agents) ;
- satisfaire aux obligations en matière d'hygiène et de sécurité au travail en fonction des activités des agents ;
- accompagner par la formation les projets engagés par la Collectivité et les évolutions liées à la législation etc.;
- contribuer aux évolutions promotionnelles des agents et au perfectionnement de leurs connaissances et de leurs compétences.

Ces modalités ont été validées en Commission Personnel du 8 juin 2010 et en réunion du Comité Technique Paritaire (CTP) du 29 juin 2010.

Il vous est proposé d'adopter le plan de formation ci-annexé et les modalités d'organisation jointes.

Concernant le **Droit Individuel à la Formation Professionnelle**, nous proposons qu'il s'applique **prioritairement sur le temps de travail**. Toutefois, dans le cas où l'organisme de formation ne propose qu'une action hors temps de travail, il peut s'appliquer en partie en dehors du temps de travail (exemple des formations en cours du soir ou formations universitaires les samedis, ou cas particuliers).

De la même façon, l'autorité territoriale peut faire le choix au regard de la formation et notamment de la durée de cette dernière que celle-ci soit en partie réalisée en dehors du temps de travail.

En référence au décret du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, les heures de formation réalisées en dehors du temps de travail donnent lieu au versement par la collectivité d'une allocation de formation qui ne revêt pas le caractère d'une rémunération au sens de l'article L 242-1 du code de la sécurité sociale, correspondant à 50% du traitement horaire.

L'année 2010 est une année de mise en œuvre expérimentale qui permettra d'identifier les aménagements à définir. Les formations demandées hors temps de travail nécessiteront une autorisation préalable de l'autorité territoriale prise après avis du supérieur hiérarchique direct.

Concernant le financement, les coûts de formation seront pris en charge par la commune lorsqu'ils ne font pas déjà l'objet d'un financement dans le cadre du CNFPT ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** le plan de formation proposé pour les années 2010-2012.

CREATION D'UN EMPLOI SOUS CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

« Considérant la volonté municipale d'engager des démarches en faveur du développement de l'apprentissage dans les services municipaux, il est proposé de recruter, pour la rentrée scolaire 2010, un apprenti en CAP « Maintenance de Bâtiments de Collectivités, à compter du 1er septembre 2010.

Les textes de référence sont les suivants :

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 92-675 modifiée du 17 juillet 1992, notamment ses articles 18 et 21,

Aussi, le Comité Technique Paritaire, au cours de la séance du 29 juin 2010, a émis un avis favorable à l'accueil d'un apprenti dans les services municipaux, conformément aux dispositions de la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 introduisant à titre expérimental, l'apprentissage dans le service public. Il serait affecté au service « Bâtiments ».

Je vous demande la possibilité de mettre en œuvre le dispositif d'accueil de cet apprenti dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment la signature du contrat de recrutement ainsi que le ou les avenants éventuels et l'engagement de la procédure d'agrément du tuteur qui exercera la fonction de maître d'apprentissage.

La rémunération versée à l'apprenti sera basée sur un pourcentage du SMIC. Ce pourcentage sera accordé en fonction de l'âge de l'apprenti, du niveau de diplôme préparé et de l'ancienneté du contrat, conformément à la réglementation en vigueur.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales de cet apprenti ont été inscrits au budget communal ».

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **ADOpte** la proposition du rapporteur.

DÉLÉGATION DONNÉE AU MAIRE

Monsieur le Maire informe l'assemblée communale que, depuis la réunion du Conseil Municipal du 26 mars 2010, il a pris les décisions suivantes au titre de la délégation qui lui a été confiée par délibération du 27 mars 2008 et conformément à l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

I – Déclaration d'intentions d'aliéner

Non-exercice du droit de préemption sur les parcelles :

- Section AE n° 90, 91, 92, 137 et 146 sis Beaugé et appartenant à la Communauté de Communes du Pays de Liffré.
- Section AS n° 40 sis 2 rue Ferdinand Buisson et appartenant à Monsieur et Madame MURET.
- Section AR n° 124 sis 23 rue Jean Moulin et appartenant à Monsieur et Madame DELAITE.
- Section B n° 1394 sis ZAC du Parc des Étangs et appartenant au constructeur LAMOTTE.
- Section E n° 1001 sis 98 avenue du Pdt François Mitterrand et appartenant à Monsieur et Madame TROPÉE Amand.
- Section AJ n° 1041 sis 1 rue Charles Nicolle et appartenant à Monsieur JAROUSSEAU et Madame FARGIER.
- Section AR n° 31 sis 1 rue de la Guérinais et appartenant à Monsieur et Madame BERHAULT.
- Section B n° 1418 sis ZAC du Parc des Étangs et appartenant au constructeur LAMOTTE.
- Section AJ n° 153 sis 32 rue de Fougères et appartenant à Monsieur et Madame LE CALVEZ.
- Section AJ n° 631 sis 19 rue Aristide Briand et appartenant à Monsieur TONDEUX.
- Section AJ n° 209 sis 35 avenue du Président F. Mitterrand et appartenant à Madame LE SALLE veuve NOUGUEY.
- Section B n° 1420 sis ZAC du Parc des Étangs et appartenant au constructeur LAMOTTE.

II – Contrats administratifs de location

- Location du 1 rue Clément Ader – ZA Beaugé – Société AUBRÉE Philippe

Monsieur AUBRÉE Philippe, gérant de la SARL AUBRÉE Philippe ayant pour activité : ravalement de façades, isolation thermique par l'extérieur, imperméabilisation, traitement de toiture, peinture et décoration intérieure. La location est consentie pour une durée de 23 mois à compter du 15 juin 2010.

Il s'agit d'un atelier-relai d'une superficie de 214 m².

Le montant du loyer mensuel est de 612 € H.T. Le contrat de bail est expressément exclu du champ d'application du décret du 30 septembre 1953 régissant les baux commerciaux.

- ***Location du 28 avenue du Pdt F. Mitterrand – Société LECTURES VAGABONDES***

Madame CHARPENTIER, gérante de la SARL LECTURES VAGABONDES ayant pour activité : librairie, salon de thé, papeterie, articles de bureau, journaux et jouets et tout ce qui peut être l'accessoire de ces activités. La location est consentie pour une durée de 23 mois à compter du 21 juin 2010.

Ce local se situe au rez-de-chaussée de l'angle de l'avenue du Pdt F. Mitterrand et de la rue des Écoles et est constitué d'une surface commerciale et d'un WC pour une superficie de 46 m².

Le montant du loyer mensuel est de 450 € H.T. Le contrat de bail est exclu du champ d'application du décret du 30 septembre 1953 régissant les baux commerciaux. Il sera renouvelable voire sous la forme d'un bail commercial en fonction du bilan d'activités.

- ***Location du 28 avenue du Pdt F. Mitterrand – CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE***

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale a déménagé le 7 mai 2010 du 24 rue la Fontaine vers le 28 avenue du Pdt F. Mitterrand. Elle occupe un bureau de 11 m² en rez-de-chaussée et 2 bureaux ainsi qu'une salle de convivialité, une pièce technique au 1^{er} étage ainsi que 3 bureaux et une pièce à archive au 2^{ème} étage. Le contrat administratif de location a été consenti pour une durée de 6 ans (le terme sera le 31 avril 2016).

Le loyer principal est consenti pour un montant de 790 € mensuel et sera renouvelé à chaque date anniversaire.

Le coût de l'entretien sera facturé chaque année en fin d'année civile sur la base de 5 heures par semaine et sur une base annuelle de 50 semaines. Il est précisé que le coût horaire d'entretien et celui des produits sera actualisé chaque année.

III - Divers

1) Assurance Dommages-Ouvrage / Espace Jeunes

Une consultation a été lancée le 5 octobre 2009 pour l'assurance Dommages-Ouvrage du bâtiment de l'Espace Jeunes à Liffré.

Deux sociétés d'assurance ont répondu : la SMACL et la SMABTP.

La SMABTP a été retenue pour un montant de 9 149,77 €TTC correspondant à un taux de 0,798 %.

2) Assurance Dommages-Ouvrage / Vestiaires de la Croisette

Une consultation a été lancée le 21 octobre 2009 pour l'assurance Dommages-Ouvrage du bâtiment des Vestiaires de la Croisette à Liffré.

Deux sociétés d'assurance ont répondu : la SMACL et la SMABTP.

La SMABTP a été retenue pour un montant de 5 215,65 €TTC correspondant à un taux de 0,7866 %.

3) Assurance Dommages-Ouvrage / Equipement sportif avenue de la Forêt

Une consultation a été lancée le 21 octobre 2009 pour l'assurance Dommages-Ouvrage du bâtiment de l'Equipement sportif avenue de la Forêt à Liffré.

Deux sociétés d'assurance ont répondu : la SMACL et la SMABTP.

La SMABTP a été retenue pour un montant de 28 805,41 €TTC correspondant à un taux de 0,76 %.

4) Création d'une régie de recettes des activités sportives (décision n°10.088)

Une régie de recettes est installée à la piscine municipale, avenue Pierre de Coubertin à Liffré. Elle encaisse les produits suivants : droits d'entrée à la piscine (individuel ou collectif), carte d'abonnement mensuel, paiement des inscriptions pour les stages de natation et pour le brevet de surveillant de baignade, tarifs pour la pratique de la marche nordique.

5) Mise en place d'un prêt à taux de marché d'un montant d'un million d'euros auprès du Crédit Agricole (décision n°10.143)

La ville de Liffré va contracter, pour les investissements prévus au budget, auprès du Crédit Agricole un emprunt d'un montant de 1 000 000 d'euros à décaissement unique dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Durée : 15 ans
- Taux : EURIBOR 3 mois + 2,08 % de marge plafonné à 1 point de plus du taux contracté.
- Emprunt à capital constant.

6) Travaux d'aménagement de la voirie et des réseaux divers
Marché à bons de commande 2010 – 2013 – Résultat de la consultation (décision n°10.119)

Par délibération n°10.034 du 26 février 2010, nous vous informions du lancement de la consultation en vue de la passation d'un marché à bons de commande pour les travaux d'aménagement de la voirie et des réseaux divers, par procédure adaptée.

Cette consultation a été lancée le 15 mars 2010. Cinq entreprises ont remis une offre.

Les critères fixés au règlement de consultation pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Prix des prestations (note sur 60)
2. Valeur technique de l'offre (note sur 20)
3. Démarche qualité et environnementale de l'entreprise (note sur 20)
4. Caractéristiques et provenance des matériaux (note sur 20)

Après analyse des offres, il a été décidé de retenir la société EUROVIA BRETAGNE, cette offre étant la mieux-disante et faite par une société ayant toutes compétences techniques.

Ce marché a été signé le 31 mai 2010 par délégation du Conseil Municipal.

7) Avenant n°1 au marché passé avec l'entreprise BREL pour la Construction d'un équipement sportif avenue de la Forêt - lot 8 : Revêtements de sols scellés (décision n°10.145)

Monsieur le Maire a signé l'avenant n°1 au marché n°09.006 passé avec l'entreprise BREL pour les travaux prévus au lot 8 : « Revêtements de sols scellés » pour la construction d'un équipement sportif avenue de la Forêt à Liffré.

Les modifications concernent la fourniture et la mise en œuvre de chape en remplacement du plancher chauffant sur le hall d'entrée et la plus-value pour le remplacement du carrelage.

Le montant des travaux supplémentaires à exécuter est fixé à la somme suivante : 1 839,28 €HT soit 2 199,78 €TTC. Le nouveau montant du marché, avenant compris, est de 73 717,01 €HT soit 88 165,54 €TTC.

L'augmentation financière du marché est donc de 2,56 %. Ce montant étant inférieur à 5% du montant du marché initial, l'avenant n'a pas été soumis à l'avis de la commission d'appel d'offres.

8) Avenant n°2 au marché 08.014 Binois Menuiserie - Lot 6 Equipement sportif (décision n°10.144)

Un marché a été passé avec l'entreprise Binois Menuiserie concernant le lot 6 : Menuiseries intérieures bois, cloisons sèches, isolation des travaux de « construction d'un équipement sportif »,

La commune demandant de modifier la consistance des travaux à réaliser, l'avenant n°2 au marché n°08.014 concernant l'ajout de portes et la suppression de casiers dans le dégagement 2 du bâtiment, pour un montant en moins-value de – 1 463,00 €HT, a été approuvé.

9) Fixation du tarif individuel pour l'activité du foyer des jeunes « Rafting » à Cesson-Sévigné organisée le mardi 6 juillet 2010 pour un montant de 5 € (décision n° 10.149 du 23 juin 2010).

10) Fixation du tarif individuel pour l'activité du foyer des jeunes « Accrobranches » à Liffré organisée le vendredi 2 juillet 2010 pour un montant de 4 € (décision n° 10.150 du 23 juin 2010).

11) Requête règlement M.A.F. (décision n°10.151)

Vu la requête introduite par Maître d'Aboville, conseil de la M.A.F. et de Monsieur Hélyar, devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes en vue d'enjoindre la commune de Liffré de régler la somme de 89 513,53 € à la M.A.F. et à Monsieur Hélyar la somme de 5 076,46 € sous astreinte de 1000 €.

Le cabinet d'avocats Coudray, 14 avenue du Sergent Maginot à Rennes, qui a défendu les intérêts de la commune dans les instances pour la même affaire est mandaté pour assister la commune dans l'instance introduite devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes par Maître d'Aboville.

Le Conseil Municipal **DONNE ACTE** de ces informations.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'ordonnance rendue par la Chambre Régionale des Comptes de Bretagne le 14 juin 2010 décharge, en tant que receveur municipal, Monsieur Gauvrit pour la gestion entre le 1^{er} janvier 2004 et le 21 novembre 2007 et Madame Leroty pour la gestion entre le 22 novembre 2007 et le 31 décembre 2008.

Le Conseil Municipal donne acte de cette information.

